



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.13/31

16 avril 1987

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)

13 - 20 avril 1987

Point 14 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-deuxième session de la Commission/
treizième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)

23 - 27 avril 1987

Point 6 de l'ordre du jour provisoire**

**RAPPORT DE LA SIXIEME REUNION DU COMITE INTERGOUVERNEMENTAL
D'EXPERTS DES PAYS AFRICAINS LES MOINS AVANCES**

* E/ECA/TPCW.8/1.

** E/ECA/CM.13/1.

A. Introduction

1. La sixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 9 au 11 avril 1987. La réunion visait principalement à : a) examiner la situation économique et sociale dans les pays africains les moins avancés au cours de la période 1985-1986, en particulier les principaux problèmes de développement rencontrés et les politiques menées par les pays pris individuellement en vue de redresser leur économie; b) examiner les progrès réalisés dans l'application du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés, dans le contexte d'une réduction continue des courants d'aide bilatérale et multilatérale et d'autres mesures d'appui prises au niveau international en faveur des pays africains les moins avancés; c) évaluer les incidences des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation sur la croissance et le développement à long terme des pays africains les moins avancés; et enfin, d) examiner les activités effectuées par le secrétariat de la CEA en 1985-1986 et celles prévues en faveur des PMA africains au cours de la période biennale 1986-1987.

B. Participation

2. Ont participé à la réunion des représentants des pays africains les moins avancés ci-après : Burundi, Comores, Djibouti, Ethiopie, Guinée, Lesotho, Malawi, Niger, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sierra Leone, Soudan et Togo.

3. Ont également participé à la réunion des observateurs des organismes suivants : Bureau international du Travail (BIT), Communauté économique européenne (CEE), Organisation de l'unité africaine (OUA), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Centre (CNUCED/GATT) du commerce international (CCI) et organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

C. Election du Bureau

4. Les participants ont élu le bureau suivant :

- Président : M. John A. Tesha, République-Unie de Tanzanie
- Vice-Président : Mme. Barry Nima, Guinée
- Rapporteur : M. Omar Mattar, Ouganda

D. Adoption de l'ordre du jour

5. L'ordre du jour ci-après a été adopté :

1. Ouverture de la réunion :

Allocution du Secrétaire exécutif de la CEA.

2. Election du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
4. Examen de la situation économique et sociale dans les pays africains les moins avancés (1985-1986).
5. Progrès réalisés dans l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés.
6. Les incidences des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation sur la croissance et le développement à long terme dans les pays africains les moins avancés.
7. Examen des activités de la CEA pendant la période allant d'avril 1986 à avril 1987, de celles prévues pour le reste de l'année 1987 et de son programme de travail en faveur des pays africains les moins avancés pour la période biennale 1988-1989.
8. Examen et adoption du rapport du Comité intergouvernemental d'experts.
9. Clôture de la réunion.

E. Ouverture de la réunion

6. Au nom du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, le Secrétaire exécutif adjoint a ouvert la réunion, en souhaitant la bienvenue aux représentants des PMA africains et en remerciant le peuple et le Gouvernement de l'Ethiopie socialiste d'avoir accueilli la réunion.

7. Le Secrétaire exécutif adjoint de la CEA a ensuite fait état du ralentissement en 1986, en Afrique en développement, de la croissance amorcée en 1985, avec un taux d'accroissement du PIB (aux prix de 1980) qui est tombé de 3,0 p. 100 en 1985 à 1,2 p. 100 en 1986. Cette situation tenait largement à une baisse de la croissance dans l'agriculture, qui était la principale source de valeur ajoutée dans les pays africains, et dont la production avait progressé en termes réels, de 2,2 p. 100 en 1986 contre 4,1 p. 100 en 1985, ce qui avait légèrement affecté les industries manufacturières basées pour l'essentiel sur la transformation des produits agricoles. La valeur ajoutée de ce secteur avait augmenté de 4,0 p. 100 en 1986, contre 5,9 p. 100 en 1985.

8. L'environnement économique mondial défavorable dans lequel est cet effort de croissance avait été entrepris avait été marqué entre autres par les facteurs suivants : effondrement des cours mondiaux des principaux produits de base exportés par les PMA, forte détérioration des termes de l'échange, baisse inquiétante des flux nets de ressources extérieures à destination de l'Afrique en développement, difficultés persistantes des paiements extérieurs et alourdissement du poids de la dette extérieure. La situation de ces pays avait été si précaire et leurs problèmes de développement si graves que la CNUCED avait convoqué en septembre 1981 la Conférence de Paris à laquelle avait été adopté le nouveau Programme substantiel d'action (NPSA) pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés.

9. Dans le cadre des objectifs fixés dans la NPSA, en ce qui concerne les flux et les modalités de l'aide, les PMA africains avaient fait des efforts louables avec l'organisation de 17 réunions de consultation (tables rondes ou réunions de groupes consultatifs de la Banque mondiale). Cependant, les flux d'aide n'avaient pas été à la hauteur des promesses et les résultats obtenus au cours des réunions de consultation restaient maigres. Il a, à cet égard, salué la nouvelle forme de réunion de consultation (NATCAP) introduite par le PNUD. A ses yeux ce n'était que si elle faisait preuve de solidarité que l'Afrique pourrait traverser ces tendances, ce qui expliquait l'adoption du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990) par les gouvernements africains. Avec le soutien de la communauté internationale, le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (1986-1990), adopté par la résolution S-13-2 du 1er juin 1986 au cours de la treizième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, prévoyait une enveloppe de 29,8 milliards de dollars des Etats-unis pour les PMA.

10. Il ressortait de l'examen des résultats macro-économiques des PMA africains au cours de la période 1985-1986 un accroissement du PIB en termes réels de 0,7 p. 100 en 1985 et de 4,2 p. 100 en 1986 (soit pour le PIB par habitant une baisse de 1,9 p. 100 et un redressement de 1,6 p. 100 en 1986; un taux de croissance de 2,2 p. 100 en 1985 et 3,4 p. 100 en 1986 pour le secteur rural; un déficit budgétaire en augmentation de 55,9 p. 100 en 1986 (contre 2,3 p. 100 en 1985); et une dette publique extérieure passée de 28 milliards de dollars en 1985 à 39 milliards en 1986. Il a conclu son intervention en rappelant les efforts considérables de redressement économique entrepris par les PMA africains dans le cadre ou en dehors des programmes d'ajustement et de stabilisation appuyés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

F. Compte rendu des travaux

Examen de la situation économique et sociale dans les pays africains les moins avancés, 1985-1986 (point 4 de l'ordre du jour)

11. Un fonctionnaire du secrétariat de la CEA a présenté le document E/ECA/LDCs.7/EXP.6/2 intitulé "Examen de la situation économique et sociale dans les pays africains les moins avancés, 1985-1986". Ce document se divisait en deux parties, dont la première traitait de la situation socio-économique des PMA africains pris globalement par une analyse des tendances suivies par les principaux agrégats macro-économiques, des finances publiques, du commerce extérieur et de la balance des paiements. Les politiques suivies par ces pays pour desserrer les contraintes qui s'exerçaient sur leur développement économique et sociale y étaient également examinées. La seconde analysait cas par cas la situation économique et sociale de chacun des 27 PMA de la région.

12. Après avoir rappelé les caractéristiques de l'environnement économique défavorable dans lequel les économies des PMA africains avaient évolué au cours de la période 1985-1986, la fonctionnaire du secrétariat a passé en revue les réalisations macroéconomiques globales faites par les pays concernés. En dépit d'un flux net de ressources extérieures par habitant estimé à 29,3; 29,9 et 33,9 dollars en 1983, 1984 et 1985 respectivement, les PMA africains

avaient réalisé un taux de croissance de leur PIB en termes réels (aux prix de 1980) de l'ordre de 0,7 p. 100 en 1985 et 4,2 p. 100 en 1986, contre une moyenne annuelle de 0,12 p. 100 entre 1981 et 1984. Cette reprise était largement due au secteur agricole qui, profitant du retour de la pluviométrie à la normale, avec des pluies abondantes et bien réparties dans le temps, avait obtenu de bons résultats, augmentant sa valeur ajoutée de 5,5 p. 100 en 1986 contre 0,5 p. 100 en 1985, année qui avait marqué la fin d'un cycle de sécheresse qui s'était étalé sur la période 1981-1984.

13. En plus des facteurs climatiques, les facteurs qui avaient renforcé cette reprise étaient les suivants : augmentation des investissements réalisés dans le secteur agricole, efficacité accrue des systèmes d'alerte qui avait permis de contenir les menaces que les attaques de sauteriaux faisaient peser sur les récoltes, et mesures d'incitation à une production accrue telles que le renforcement de l'assistance au monde rural en encadrement technique, intrants agricoles, crédits et la révalorisation des prix à la production ainsi que l'établissement d'un système de prix planchers garantis. Cette reprise n'avait certes pas enrayeré les importants déficits céréaliers existants, mais elle avait profité à la quasi-totalité des autres secteurs de l'économie des PMA africains, notamment aux industries manufacturières, dominées par les agro-industries, qui avaient vu leur valeur ajoutée augmenter de 2,6 p. 100. Les problèmes du secteur industriel restaient dominés par la faible capacité d'importation des pays qui ne permettait pas un approvisionnement régulier et suffisant en matières premières pièces de rechange et produits énergétiques.

14. A cause de la quasi-stagnation de la consommation totale, la demande dans les PMA africains s'était stabilisée grâce aux mesures déflationnistes adoptées par ces pays dans le cadre de leurs programmes d'ajustement. De ce fait, le taux d'épargne et le taux d'investissement s'étaient situés à des moyennes équivalentes à respectivement 5,6 et 14,3 p. 100 du PIB. Le déficit budgétaire cumulé des PMA africains s'était aggravé. Le déficit de leur balance des paiements globale était passé de 1,47 milliard de dollars en 1985 à 2,20 milliards de dollars en 1986, en raison notamment d'une hausse du déficit de leur balance commerciale globale liée à la baisse de la demande et des cours mondiaux des principaux produits exportés par eux (coton : -26 p. 100, cacao : -11,2 p. 100, uranium : -17,4 p. 100, bauxite : -2,5 p. 100, fer : -1,9 p. 100). Il y avait eu aussi une stagnation des flux nets de capitaux conjuguée à un déficit des opérations courantes passé de 4,9 milliards de dollars en 1985 à 5,7 milliards de dollars en 1986. Les paiements extérieurs avaient été aggravés par l'alourdissement de la dette extérieure des pays concernés, qui s'était montée à 39 milliards de dollars en 1986 contre 28 milliards de dollars en 1985.

15. En conclusion, l'orateur a rappelé que les efforts collectifs des pays africains avait abouti à l'adoption du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990) qui, avec le soutien de la communauté internationale avait été suivie de celle du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990.

16. A la suite de la présentation du document, un représentant a fait des observations ayant trait au taux de croissance du PIB global des PMA africains en 1986 qui, à 4,2 p. 100, restait nettement supérieur à 1,2 p. 100 donné pour l'ensemble des pays africains en développement, alors que les problèmes des PMA semblaient plus aigus. Il a également fait remarquer que le niveau de consommation finale donné à titre d'exemple pour le Lesotho et le Cap-Vert lui paraissait surestimé de même qu'il ne voyait pas de corrélation directe entre la baisse des flux d'aide à des conditions libérales aux PMA et le recours à un fort endettement. Selon lui, les ajustements des programmes d'investissements avaient été faits en fonction des ressources disponibles.

17. Un autre représentant, tout en appréciant la qualité de l'analyse faite par le secrétariat, a fait remarquer que le document était quelque peu déséquilibré, surtout en raison du peu de place accordé à l'analyse sectorielle par rapport à l'analyse macro-économique, alors que la première était au centre du NPCA. Sur la base du débat, le Comité a recommandé que dans les futures études, il y ait une évaluation des politiques et programmes d'investissements appliqués par les PMA, en particulier pour l'industrialisation et le renforcement des infrastructures de transports et communications, et ce, pour juger de la capacité de maintien de la croissance par ces politiques et programmes. Enfin, le secrétariat a été informé que les pays étaient disposés à fournir les renseignements nécessaires pour une mise à jour du document.

18. Répondant aux questions posées au cours des débats, un représentant du secrétariat a indiqué qu'il fallait tenir compte de certains facteurs si l'on comparait le taux de croissance global des PMA à celui de l'ensemble de l'Afrique en développement. Les résultats des pays africains exportateurs de pétrole étaient un élément déterminant de la croissance globale de l'ensemble du continent, si bien que la baisse des prix pétroliers en 1985-1986 s'était traduite, du fait de la baisse des revenus pétroliers, par un ralentissement général des activités économiques de ce groupe de pays. La plupart des PMA étaient sortis du long cycle de sécheresse de 1981-1984 avec des niveaux de valeur ajoutée et des taux de croissance très faibles, en comparaison desquels les résultats actuels paraissaient très faibles. D'où, les bons résultats du secteur agricole qui avait relancé la croissance globale des PMA, où près de 50 p. 100 du PIB provient de ce secteur.

19. S'agissant des lacunes de l'analyse sectorielle, il manquait des données sur certains secteurs et il avait fallu produire un document concis traitant des questions de base. A propos des pays couverts, du fait des difficultés financières du secrétariat de la CEA 20 seulement des 50 pays africains avaient été visités en 1985-1986 par les missions d'étude. En plus des travaux de collecte des données du secrétariat, il avait reçu très peu de réponses aux questionnaires envoyés aux pays et très peu d'informations des représentants résidents du PNUD, qui avaient également été saisis pour améliorer la collecte, la circulation et la qualité de l'information nécessaire à l'élaboration de cette étude.

20. Le Comité a demandé au secrétariat de garder la structure actuelle du document en deux parties : l'une globale et l'autre présentant des monographies par pays. Il restait entendu toutefois que l'étude globale comporterait également une analyse approfondie des politiques menées et que les monographies par pays seraient raccourcies afin d'assurer un équilibre entre ces deux parties de l'étude. Le Comité s'est engagé à appuyer la fourniture des données en temps voulu afin d'enrichir l'analyse dans les futures études.

Progrès réalisés dans l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés E/ECA/LDCs.7/EP.5/3
(point 5 de l'ordre du jour)

21. Présentant le document susmentionné, le fonctionnaire du secrétariat a déclaré qu'il s'agissait d'un rapport intérimaire sur les progrès réalisés par les PMA africains dans l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action au niveau national ainsi que sur les mesures prises par la communauté internationale pour appuyer le Programme, notamment en ce qui concerne les flux de l'aide publique au développement (APD) et les modalités du décaissement de l'aide aux PMA africains. Il a souligné que depuis l'adoption du nouveau Programme substantiel d'action en 1981, tous les PMA africains avaient désigné des centres de liaison pour l'exécution, le suivi et la surveillance du Programme. Dix sept PMA avaient organisé des réunions de consultation par pays et d'autres se préparaient à organiser ces réunions avec leurs partenaires du développement.

22. Le représentant du secrétariat a dit que malgré les faibles niveaux de leurs revenus par habitant, plusieurs PMA africains avaient pris des mesures concrètes pour mobiliser des ressources intérieures en mettant notamment en place un régime fiscal souple à assiette élargie et en améliorant leurs administrations fiscales. Un taux d'épargne intérieure de plus de 10 p. 100 du PIB avait été enregistré aux Comores, au Malawi, au Niger et au Togo et dans le cas du Botswana, de la Guinée et du Lesotho, ce taux dépassait 15 p. 100 du PIB. Il a attiré l'attention des participants sur les engagements que les PMA africains ont pris dans le cadre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, engagements qui sont en général conformes aux priorités et recommandations figurant dans le nouveau Programme substantiel d'action. Dans ce cadre, il a prié les pays de prendre des mesures en vue de lancer des programmes nationaux et de participer effectivement aux programmes régionaux de développement économique, notamment à ceux qui ont des implications au niveau national.

23. Concernant les mesures de soutien au niveau international, le fonctionnaire du secrétariat a déclaré que bien que les flux de ressources financières soient passés de 5,3 milliards de dollars en 1984 à 6,1 milliards en 1985, ceux-ci sont restés bien en deçà du montant annuel nécessaire pour les PMA africains et qui avait été estimé à 8,6 milliards de dollars dans le nouveau Programme substantiel d'action. Concernant l'objectif de 0,15 p. 100 du PIB que devait atteindre l'APD fournie par les donateurs aux PMA, tel que préconisé par le nouveau Programme substantiel d'action, il a informé les participants que selon les informations disponibles, seul un petit nombre de donateurs (Danemark, Pays Bas, Norvège et Suède) ont dépassé cet objectif alors que d'autres membres du CAE n'avaient pas atteint cet objectif en 1985. En ce qui concerne les modalités de l'aide, il a fait observer qu'un certain nombre de donateurs avaient pris des initiatives pour mettre davantage l'accent sur l'aide aux programmes, notamment l'assistance

sectorielle, le financement des importations et le soutien à la balance des paiements, etc... Il a donné aux participants des indications sur le nouveau format adopté par le PNUD pour améliorer les tables rondes. Finalement, le représentant du secrétariat a informé le Comité de la récente réunion des ministres africains du commerce et du développement chargés de préparer la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et a indiqué que les recommandations formulées lors de l'examen mondial à mi-parcours avaient été réaffirmées dans une déclaration qui serait présentée à la réunion du Groupe des 77 à la Havane (Cuba) en avril 1987.

24. Au cours des débats qui ont suivi, le représentant de l'UNESCO a déclaré que le problème essentiel des PMA africains était leur incapacité de mobiliser des ressources intérieures alors que les flux de ressources extérieures à destination de ces pays s'étaient considérablement réduits. Il a souligné qu'en raison de la situation financière critique du système des Nations Unies d'une façon générale, les activités des institutions spécialisées avaient été ralenties pour tenir compte des ressources disponibles. Toutefois, dans le cadre du Programme prioritaire de redressement économique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique l'UNESCO était disposée à considérer les demandes d'assistance technique appuyées par des programmes concrets et bien définis axés en particulier sur la science et la technologie et l'alphabétisation qui émaneraient des PMA africains. Il a fait savoir que 1990 serait probablement proclamée année internationale de l'alphabétisation et a demandé instamment aux gouvernements des PMA africains d'intensifier leurs efforts visant à éliminer l'analphabétisme dans leurs pays respectifs.

25. Le représentant de l'OIT a déclaré qu'environ 44 p. 100 des fonds engagés par son organisation au titre de l'assistance technique étaient consacrés aux PMA. En 1985, l'OIT avait adopté une résolution sur les problèmes les plus urgents de l'Afrique et un Programme d'action pour l'Afrique dans lesquels une attention particulière a été accordée aux problèmes des PMA ainsi qu'aux réponses spécifiques à court terme et à moyen et long termes proposées par l'OIT pour renforcer son assistance technique à ces pays dans le cadre de son mandat. Le Programme d'action de l'OIT a notamment pour objectif d'aider les PMA tout particulièrement en cette période de crise, à définir et à mettre en oeuvre des politiques et des programmes de développement dans les domaines de l'emploi, des revenus, de la formation professionnelle, de la gestion du perfectionnement des cadres, de la promotion des petites et moyennes entreprises, des coopératives, et du développement rural. Dans le cadre de l'application de ce programme, des missions multidisciplinaires d'identification et de programmation des sessions d'assistance technique ont été menées dans les PMA suivants : Burkina Faso, République centrafricaine, Tchad, Ethiopie, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger et Sénégal.

Des contacts ont été pris avec les donateurs tels que le PNUD et les agences multilatérales, en vue de mobiliser les ressources financières nécessaires à l'exécution des projets de coopération technique identifiés dans ces pays.

26. Les participants ont fait observer que les insuffisances structurelles et les moyens, extrêmement limités, des PMA africains de mobiliser des ressources suffisantes n'étaient pas seuls en cause et que la communauté internationale avait failli aux engagements qu'elle avait pris dans le cadre du nouveau Programme substantiel d'action en ce qui concernait les flux de ressources extérieures. Ayant noté que le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique venait renforcer le nouveau Programme substantiel d'action, les participants ont décidé que les mesures recommandées sur le plan national et international devaient être appliquées rapidement afin de créer les conditions nécessaires au redressement économique souhaité, c'est-à-dire un redressement économique qui débouche sur une croissance et un développement auto-entretenus.

27. Tout en prenant note des renseignements sur la nouvelle formule de tables rondes introduite par le PNUD, les participants ont exprimé leur gratitude pour l'aide fournie par le PNUD et la Banque mondiale dans l'organisation de leurs réunions respectives d'évaluation par pays. Le Comité a toutefois fait observer que la mobilisation de ressources supplémentaires en faveur des PMA auprès des sources classiques et des donateurs devait demeurer l'objet principal des évaluations par pays.

Les incidences des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation sur la croissance et le développement à long terme dans les pays africains les moins avancés E/ECA/LDCs.7/EXP.6/4 (point 6 de l'ordre du jour)

28. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le représentant du secrétariat a indiqué que la CEA avait mené cette étude à titre de projet de recherche sur dossier à la suite d'une demande présentée par la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés à sa sixième session. Ce document avait pour objet d'examiner les incidences des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation, en particulier les trains de mesures, sur les économies de ces pays, en mettant l'accent sur le caractère approprié des clauses de conditionnalité et la capacité des PMA de se conformer strictement aux exigences des programmes du FMI et de la BIRD en matière de résultats économiques.

29. Cette étude avait révélé que les problèmes de paiements extérieurs des PMA africains au cours des années 70 et de la première moitié des années 80 avaient pour cause essentielle la faiblesse structurelle de leurs économies, aggravée par des facteurs extérieurs, notamment les catastrophes naturelles (sécheresse), la hausse des cours du pétrole survenue en 1973/74 et 1979/80, les mesures protectionnistes adoptées par les pays industrialisés, la détérioration des termes de l'échange et l'alourdissement du service de la dette. Les mesures prévues dans les programmes d'ajustement structurel et de stabilisation visaient à apporter des solutions à court terme aux problèmes de paiement extérieur sans remédier aux causes profondes qui exigent des solutions à plus long terme.

30. L'intervenant a fait ressortir que l'efficacité de la dévaluation en tant que moyen d'intervention prévu dans les programmes d'ajustement structurel était de plus en plus remise en question en ce qui concernait les PMA, qui, étant exportateurs de produits de base ne déterminaient pas les cours et dont les recettes d'exportation risquaient de stagner ou même de diminuer après une dévaluation. L'effet de déflation provoqué par les politiques fiscales préconisées dans ces programmes avait encore aggravé la situation économique déjà précaire des PMA africains. Avant de conclure, le représentant du secrétariat a déclaré qu'il importait d'urgence de prévoir dans ces programmes d'ajustement et de stabilisation un ensemble de mesures équilibrées autres que l'action sur la demande et la dévaluation, de fixer des délais d'exécution suffisamment longs et de prendre en considération les incidences sur les économies des PMA africains.

31. Au cours des débats qui ont suivi, le représentant de l'OIT a indiqué que les problèmes de chômage, de répartition des revenus et la misère généralisée n'avaient pas été suffisamment traités dans le document. Ces problèmes revêtaient une importance capitale en partie parce que le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté et celui des sans-emplois avaient atteint des proportions démesurées dans les PMA d'Afrique. Il a également souligné le fait que les programmes d'ajustement et de stabilisation proposés par le FMI et la Banque mondiale ne mettaient pas suffisamment l'accent sur les questions de ressources humaines et les autres aspects sociaux et culturels du développement économique, ce qui n'est pas conforme avec les priorités définies dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. A ce propos il a souligné les divergences éventuelles entre les mesures proposées par FMI et la Banque mondiale et celles proposées par ONU et OUA dans le cadre de la crise économique.

32. Le représentant de l'OIT a invité les pays africains confrontés à des problèmes de reconversion et d'insertion du personnel licencié de la fonction publique et des sociétés et entreprises d'Etat à solliciter l'assistance de l'OIT pour identifier les programmes appropriés d'absorption de cette main-d'oeuvre. Il a également indiqué que les PMA peuvent faire appel à l'OIT pour les aider dans leurs négociations avec le FMI et la Banque mondiale afin que les conséquences des mesures d'ajustement et de stabilisation sur l'emploi, les revenus et la pauvreté soient prises en compte dans les politiques à mettre en oeuvre.

33. Le représentant du Centre du commerce international a félicité le secrétariat de la CEA pour l'étude approfondie et complète effectuée. Il a souligné la nécessité de formuler d'urgence une stratégie de développement et de promotion du commerce qui porte sur quatre éléments : a) un environnement propice aux incitations; b) les institutions financières; c) l'infrastructure institutionnelle; d) les produits traditionnels et autres et les marchés. Il n'existait pas de renseignements à jour sur les possibilités d'échanges entre les PMA. A son avis, des propositions concrètes présentées par les PMA dans ce domaine trouveraient des donateurs multilatéraux ou bilatéraux.

34. Un représentant a félicité le secrétariat de la CEA pour le document excellent et exhaustif établi. Il a déploré que le FMI et la Banque mondiale lient leur assistance à l'adoption et à l'application de programmes d'ajustement et de stabilisation. En ce qui concerne l'immense majorité des PMA africains, il y avait de sérieux obstacles politiques à d'autres réductions du niveau réel de la consommation, de l'emploi ou de la fourniture de services. Les programmes d'ajustement du FMI s'appliquaient dans le court terme et ne tenaient pas suffisamment compte des conséquences sur le développement à long terme. Cependant, les déséquilibres qui avaient amené les PMA africains à rechercher l'assistance du FMI étaient considérables et chroniques et les mesures correctives devraient viser à opérer des modifications structurelles à long terme. Il a ensuite déploré les modalités fixées par les donateurs qui tenaient à ce que les pays appliquent des programmes de stabilisation à court terme du FMI avant d'être considérés comme éligibles pour un financement du développement à long terme.

35. Un représentant dans ses commentaires généraux sur le document a demandé si le secrétariat avait pris connaissance de l'étude réalisée par l'UNICEF telle que demandée par la dernière réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés tenue en avril 1986 à Yaoundé. Il a indiqué que le document ne fait pas ressortir de façon précise les incidences des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel sur la croissance et le développement des pays africains les moins avancés qui sont en programme avec ces deux institutions. Il a également fait observer que l'objectif de cette étude était de présenter des recommandations sur les incidences observées en vue de fournir un cadre approprié de négociation aux pays qui n'ont pas encore signé des accords de programme avec le FMI et la Banque mondiale.

36. Un fonctionnaire du secrétariat a signalé qu'il était très difficile exhaustif et complet dans un document directif aussi court. Cela ne signifiait toutefois pas que les questions de chômage et de répartition du revenu avaient été totalement ignorées. On avait plutôt tenté de poser en termes généraux les questions les plus pertinentes ayant trait au chômage et à la répartition du revenu. Il était indispensable que les PMA se préparent

suffisamment à négocier les mesures recommandées dans les programmes d'ajustement structurel du FMI et/ou de la BIRD. Si un pays trouvait nécessaire de faire appel à l'assistance de la CEA durant le processus de négociation, des moyens seraient trouvés pour lui fournir une telle assistance.

Examen des activités de la CEA pendant la période allant d'avril 1986 à avril 1987, de celles prévues pour le reste de l'année 1987 et de son programme de travail en faveur des pays africains les moins avancés (point 7 de l'ordre du jour)

37. En présentant le document E/ECA/LDCs.7/EXP.6/5, le représentant du secrétariat a indiqué que celui-ci constituait un bilan des activités menées au cours des 12 mois écoulés depuis la dernière réunion du Comité intergouvernemental d'experts des PMA africains, et qu'il définissait aussi le cadre général des interventions du secrétariat pour la période biennale à venir. Le document couvrait le programme de travail de la Division de la recherche et de la planification socio-économiques et des autres divisions organiques dans le cadre du Comité interdivisions de la CEA sur les PMA. Les activités avaient porté sur l'alimentation et l'agriculture, les établissements humains, le développement industriel, le commerce international et les ressources naturelles. Les quatre domaines d'intervention du secrétariat en faveur des PMA étaient : a) la fourniture d'assistance technique et des services consultatifs à la demande des Etats membres; b) la réalisation d'études approfondies sur les questions de développement; c) la surveillance et le suivi de l'application du NPSA) et d) le service des réunions annuelles de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés.

38. La deuxième partie du document faisait l'inventaire des activités menées en faveur des PMA (Comores, Mali, Bénin, Burundi, Ethiopie, République-Unie de Tanzanie, Rwanda et Togo) et auprès de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et de l'Autorité intergouvernementale sur la sécheresse et le développement (IGADD). Quant à la partie III, elle portait sur l'assistance fournie par les divisions organiques de la CEA aux pays concernés. La partie la plus importante du document concernait la période biennale 1988-1989, pour laquelle les participants devraient faire des propositions concrètes sur les études approfondies à mener. A cet égard, le Comité devrait noter les deux études prévues : celle sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines dans les PMA d'Afrique (à publier en 1988) et celle sur la structure financière et l'utilisation des ressources dans les PMA d'Afrique (à publier en 1989).

39. A la suite de la présentation du document, le représentant de l'UNESCO a suggéré de mettre sur le terrain un groupe de travail qui assurerait une meilleure coordination interinstitutions sous la direction de la CEA, qui permettrait la mobilisation et l'utilisation efficace de l'assistance technique en faveur des PMA. Il a également exhorté les pays à présenter des propositions de projet concrètes aux institutions spécialisées en tenant compte de leurs compétences respectives en matière de développement.

40. Le Comité a prié le secrétariat d'expliquer les objectifs des études proposées au titre du programme de travail pour 1988-1989. Tout en reconnaissant l'utilité des études proposées, certains représentants ont estimé que des questions de

développement plus pressantes pouvaient être abordées dans le cadre du programme spécial de la CEA en faveur des PMA. A ce propos, un représentant du secrétariat a fourni des précisions sur les deux études prévues sur la mobilisation et l'utilisation plus efficace des ressources humaines et financières dans les PMA. Il s'agissait de questions d'une importance vitale pour les PMA, dont les ressources limitées exigeaient une affectation efficace au processus de développement. S'agissant du groupe spécial interinstitutions dont la création avait été recommandée, il existait un comité interinstitutions au niveau du système des Nations Unies, qui se réunissait deux fois par an à Genève pour examiner ces institutions dans le contexte du NPSA.

41. Les participants ont examiné la proposition et recommandé que l'on envisage sérieusement la création au niveau régional d'un comité interinstitutions comparé des organismes des Nations Unies représentés à Addis-Abeba, qui serait chargé d'échanger des informations et de coordonner les activités de ces organismes en faveur des PMA africains. Ils ont également recommandé que les études approfondies proposées portent sur des domaines ou secteurs précis d'importance vitale pour les PMA.

Examen et adoption du rapport (point 8 de l'ordre du jour)

42. Les participants ont examiné et adopté le rapport de la réunion après quelques amendements, et sont convenus de le soumettre à la septième réunion de la Conférence des Ministres des pays africains les moins avancés.

Clôture de la réunion (point 9 de l'ordre du jour)

43. Le président de la sixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés a remercié les participants pour le niveau élevé des débats. Il a également exprimé les remerciements du Comité pour les excellents moyens mis en oeuvre par le secrétariat en vue du bon déroulement de la réunion.

PROJET DE RESOLUTION

Mesures à prendre en vue d'assurer la bonne exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 40/205 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1985 dans laquelle celle-ci a réaffirmé que le nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays africains les moins avancés constituait la "base d'une coopération continue entre les pays les moins avancés et leurs partenaires de développement" et réitéré son "engagement en faveur de l'application intégrale et effective dudit Programme" et dans laquelle l'Assemblée générale a également approuvé les conclusions et recommandations contenues dans le rapport du Groupe intergouvernemental chargé de la question des pays les moins avancés relative à l'examen global à mi-parcours du nouveau Programme substantiel d'action,

Rappelant sa résolution 396(XV) du 12 avril 1980 confiant à la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés la responsabilité d'assurer la coordination des efforts, d'établir les priorités, de suivre et d'évaluer les progrès réalisés dans le cadre du nouveau Programme global d'action et du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés,

Rappelant également la décision de la vingt et unième session ordinaire de la Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine par laquelle ils ont adopté le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique qui a, par la suite, été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa treizième session extraordinaire dans sa résolution 3-31 du 1er juin 1986 et repris dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990.

Profondément préoccupée par la chute continue et persistante de la croissance économique et des résultats des pays africains les moins avancés en matière de développement à la suite de l'aggravation de la crise économique interne du fait de facteurs exogènes tels que la sécheresse, l'effondrement des cours mondiaux des produits de base, la détérioration considérable des termes de l'échange, les mesures protectionnistes appliquées sur les marchés des pays industrialisés et l'accroissement des obligations relatives au service de la dette.

Notant avec satisfaction les efforts considérables déployés par les pays africains les moins avancés en vue d'améliorer leur situation économique et sociale, en particulier les contraignantes mesures d'austérité qu'il ont prises afin de parvenir à un redressement économique véritable qui devienne le fondement d'une croissance économique et d'un développement soutenus,

Reconnaissant que les pays africains les moins avancés doivent faire face à des insuffisances structurelles qui limitent leur capacité de réagir de façon adéquate devant des déséquilibres endogènes et exogènes et qu'ils ne peuvent obtenir des ressources suffisantes pour leur développement, celles-ci ayant été réduites à des niveaux considérablement inférieurs aux niveaux de financement extérieur prescrits pour les pays africains les moins avancés dans le nouveau Programme substantiel d'action.

Conscients du fait que l'adoption des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation financés par le FMI ou la BERD est devenue une condition sine qua non pour la mobilisation de l'assistance internationale sous forme de flux de ressources financières et d'allègement de la dette, et constatant que l'application des mesures conceptuelles recommandées dans les programmes a déstabilisé encore davantage les économies des PMA, ce qui a des conséquences sociales et économiques très graves,

Notant que certaines nations créancières ont pris l'initiative d'appliquer la résolution 165 (S-IV) du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED concernant l'allègement de la dette, en particulier que certains donateurs ont annulé complètement la dette de certains pays africains les moins avancés et que d'autres ont entrepris d'alléger le poids de la dette de ces pays,

Ayant présent à l'esprit, que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, lors de sa septième session prévue au mois de juillet 1987 à Genève, examinera les problèmes des pays les moins avancés en tenant compte du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés pour les années 80, et que dans la Déclaration d'Addis-Abeba les ministres africains du commerce et du développement chargés de préparer la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ont notamment, réitéré les recommandations de l'Examen global à mi-parcours en faveur des pays les moins avancés formulées dans le cadre des propositions élaborées en vue des négociations de la sixième Réunion ministérielle du Groupe des 77 à la Havane (Cuba) en avril 1987 et de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement prévue à Genève en juillet 1987.

1. Prie instamment les pays les moins avancés d'Afrique d'assumer en premier lieu la responsabilité de leur développement et de poursuivre leurs efforts de redressement économique général grâce à la mobilisation et à l'utilisation judicieuse de ressources intérieures en vue de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (1986-1990) ce qui favorisera l'exécution effective du nouveau Programme substantiel d'action,

2. Réaffirme que le nouveau Programme d'action substantiel est le fondement d'une coopération soutenue entre les PMA et la communauté internationale et qu'il devrait être entièrement et effectivement appliqué. Les donateurs devraient, pour leur part, apporter aux PMA, une aide financière accrue en termes réels, à des conditions qui tiennent compte de leurs besoins de développement à court et long terme, à cet égard les pays donateurs qui ne l'ont pas encore fait devraient tout mettre en oeuvre pour consacrer 0,15 p. 100 de leur PIB à l'aide publique au développement en faveur des PMA, avant la fin de la décennie ou se fixer comme objectif prioritaire le doublement de leur APD d'ici 1990.

3. Demande instamment aux pays développés d'appliquer intégralement et rapidement la résolution 165 (3-EM) du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED et de convertir en dons tous les prêts bilatéraux consentis aux PMA africains au titre de l'aide publique au développement et ce, sans discrimination.
4. Prie les donateurs de fournir un appui accru et rapidement octroyé à la balance des paiements ainsi qu'une aide pour les produits de base, une assistance aux programmes, notamment une assistance sectorielle et un financement des importations générales. Le soutien à la balance des paiements en général ne doit pas être un moyen d'exercer une pression politique sur les PMA africains et ne devrait pas être lié à l'acceptation par ces pays de programmes d'ajustement structurel et de stabilisation du FMI ou de la BIRD qui impliquent des coûts sociaux allant à l'encontre de leurs priorités, buts, et objectifs fondamentaux.
5. Prie instamment le FMI et la Banque mondiale de créer un mécanisme d'intervention efficace pour soutenir la monnaie des PMA africains lorsqu'ils procèdent à l'application de programmes d'ajustement structurel et de stabilisation autrement, ces monnaies subiraient une dépréciation rapide de leurs taux de change qui à son tour aggraverait les pressions inflationnistes déjà fortes et réduirait la croissance et le développement en général.
6. Demande instamment aux organisations du système des Nations unies et autres institutions internationales compétentes d'intensifier leurs efforts visant à mettre en place de nouveaux mécanismes et arrangements en vue de mobiliser des ressources financières, techniques et matérielles accrues en faveur des PMA.
7. Fait siennes les propositions formulées dans la Déclaration d'Addis-Abeba par les ministres africains du commerce et du développement dans le cadre des préparatifs de la septième session de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement au sujet des problèmes des pays les moins avancés d'Afrique et ainsi que les mesures d'accompagnement qu'il est recommandé d'appliquer aux niveaux national et international pour assurer l'exécution effective du nouveau Programme substantiel d'action.

8. Prie la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement d'examiner la possibilité d'établir un mécanisme de financement compensatoire qui servirait à compenser totalement le déficit des recettes d'exportation des PMA. Des mesures spéciales doivent être prises pour renforcer les marchés des produits de base et augmenter les recettes que les PMA tirent de l'exportation de ces produits. Des dispositions spéciales devraient en outre être élaborées pour les PMA, au sein du mécanisme de financement compensatoire du FMI en assurant notamment une compensation totale de leur déficit de recettes d'exportation, en subventionnant le paiement des intérêts sur l'encours des tirages et en leur accordant des délais de remboursement et des différés d'amortissement plus longs qu'actuellement.

9. Demande au Secrétaire exécutif de la CEA, en collaboration avec le PNUD, de fournir sur une base prioritaire, des ressources, pour la réalisation d'études sur l'incidence globale des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation dans un certain nombre de pays africains les moins avancés.
